

Bonjour,

*Petit rappel : cet été, les NL sont un peu spéciales puisqu'elles aborderont toutes une question relative au féminisme.*

Depuis quelques années, dans le monde occidental, des droits sociaux que l'on croyait acquis nous sont repris point par point. Rien qu'en France, les exemples sont nombreux : la retraite à un âge assez précoce pour pouvoir profiter de quelques années en bonne santé, un service public de qualité (santé, transport, administration territoriale et nationale...)...

Et maintenant, c'est le droit à l'avortement qui commence à être remis en question un peu partout dans le monde occidental. Je ne parle pas du reste du monde où les femmes n'ont souvent même pas pu faire progresser ce droit humain à disposer de leur propre corps et qui sont soumises au bon vouloir des hommes en matière de sexualité, de maternité et de tout le reste.

Vous pensez sans doute qu'en France, il est impensable que le gouvernement fasse marche arrière, que nous saurons faire barrage à l'occultisme mais malheureusement, les forces en présence n'avancent pas toujours à visage découvert et il est désormais plus difficile de cerner cette nébuleuse qui exerce son influence à tous les niveaux.

Si vous êtes sensible à ce sujet, voici un [documentaire](#) assez édifiant qui montre sans en faire des tonnes qu'en Europe notamment, des lobbys très déterminés et organisés exercent leurs pouvoirs sur les décisions politiques qui sont prises au plus haut niveau. Et je pense qu'aujourd'hui vous le savez puisque chacun.e d'entre nous peut le constater, les gouvernements nationaux ne peuvent que se soumettre à ce qui est décidé au niveau européen.

Actuellement dans notre beau pays des réseaux d'influence puissants (et je le répète : organisés - il ne s'agit pas de quelques hurluberlus par ci par là) sont à l'œuvre pour modifier l'opinion publique en la matière : sites internet "d'information" sur l'avortement qui délivrent des mensonges éhontés et qui n'hésitent pas à utiliser des jeunes femmes sur les réseaux sociaux pour faire passer leurs messages de désinformation, noyautage d'associations en tout genre, "écoles" catholiques intégristes qui forment les enfants dès le plus jeune âge à la guerre sainte (je n'ai rien du tout contre les catholiques ou les autres croyants tant qu'ils n'imposent à personne leur manière de voir ou d'agir), discours politiques décomplexés qui osent suggérer que la place des femmes est au foyer...

Je suis certaine qu'en me lisant, vous vous dites que j'exagère et que je suis paranoïaque mais malheureusement, ce n'est pas le cas. La bête immonde rôde tout autour de nous et nous devons rester en éveil. Même le choix des mots est important. Les soi-disant ProLife affirment à longueur de banderoles et de discours qu'ils sont là pour protéger la vie. La vie, vraiment ? En tout cas, pas celle des femmes qui ont décidé d'avorter quelles que soient les raisons de ce choix.

Voici ce qui dit l'article 16-1 de [notre code civil](#) :

*"Chacun a droit au respect de son corps.*

*Le corps humain est inviolable.*

*Le corps humain, ses éléments et ses produits ne peuvent faire l'objet d'un droit patrimonial."*

Mais la question est : jusqu'à quand ?

Je voudrais clôturer cette newsletter par une citation de Gloria Steneim (Ma vie sur la route) qui est une grande figure du féminisme :

*"Ce livre est dédié au Dr John Sharpe de Londres, qui en 1957, alors que l'avortement en Grande-Bretagne était autorisé uniquement si la vie d'une femme était en péril (...), prit le risque considérable de fournir l'attestation d'une jeune américaine de vingt-deux ans qui se rendait en Inde. Sachant seulement qu'elle avait rompu ses fiançailles pour un avenir incertain, il lui avait dit : "Vous devez me promettre deux choses. D'abord vous ne révélez mon nom à personne. Ensuite, que vous ferez ce que vous voulez de votre vie." Cher docteur Sharpe, vous qui saviez que la loi était injuste, je pense que vous ne m'en tiendrez pas rigueur si je vous adresse ces mots, à présent que vous êtes morts depuis longtemps. J'ai vécu ma vie du mieux que j'ai pu. Ce livre est pour vous."*

Je n'ai jamais voulu d'enfant et je remercie la loi française qui m'a permis par deux fois d'exercer ce droit fondamental de disposer de mon propre corps. A mesure que je vieillis, je mesure la grande chance que j'ai eu de naître et de grandir ici et je souhaite de tout mon cœur que toutes les femmes ici et ailleurs, maintenant et plus tard puissent en dire autant.

En attendant vendredi prochain, je vous souhaite une très bonne semaine,

Marie